

H-France Review Vol. 8 (August 2008), No. 94

Marnia Lazreg, *Torture and the Twilight of Empire. From Algiers to Baghdad*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2008. 354 pp. \$29.95 (cl). ISBN 10-069-1131-35X.

Compte rendu par Raphaëlle Branche, Université de Paris-I, Sorbonne.

Contrairement à ce que son titre peut laisser croire—de l'Iraq il n'est en réalité qu'à peine question, à la fin, pour souligner quelques points communs—le dernier ouvrage de Marnia Lazreg est quasi exclusivement consacré à la pratique de la torture par l'Armée française pendant la guerre d'Algérie. Ordonné dans un plan dont on peine à suivre le fil, le propos de l'auteure est de prendre la torture comme « une catégorie analytique et une pratique » permettant de comprendre comment l'Etat colonial français militarisé a fait de la terreur une norme, afin de lutter contre l'effondrement de l'Empire.

Cette idée n'est pas complètement neuve : dès la guerre, Pierre Vidal-Naquet avait proposé une analyse de la raison d'Etat à l'œuvre en Algérie et en France et, plus récemment, l'auteure de ses lignes a proposé un travail d'histoire sur les violences illégales de l'Armée française en Algérie entre 1954 et 1962. L'approche de Marnia Lazreg prétend cependant être originale et il faut bien admettre que, pour l'essentiel, elle ne convainc pas.

On peut regretter, pour commencer, que l'auteure prétende mener une réflexion sur la démocratie française et la France coloniale sans jamais se pencher sérieusement sur le territoire métropolitain. Alors qu'elle affiche le postulat d'une « France coloniale en France » comme en Algérie, son étude, en réalité, ne porte—sauf marginalement—que sur la pratique de la torture par l'Armée française en Algérie. La police n'est pas du tout étudiée alors qu'elle est une institution fondamentale du maintien de l'ordre, particulièrement intéressante pour réfléchir sur les perceptions que l'Etat nourrissait des Algériens présents en France avant 1962. Dans ce domaine, en effet, l'historiographie sur laquelle l'auteure aurait pu s'appuyer est encore peu fournie. Ceci dit, les travaux existant sur la répression du 17 octobre 1961 ne semblent pas connus puisqu'elle reproduit le chiffre mythique de 200 morts.

Que dire alors de l'Armée qui constitue le principal acteur de ce livre ? Si l'auteure cite de nombreuses archives militaires, elle ne paraît pas avoir saisi que l'Armée était diverse, composée en particulier de conscrits et de professionnels. Bien sûr, cette différence est mentionnée mais elle n'est pas travaillée. Tous, en effet, sont des Français et c'est ce qui semble intéresser davantage Marnia Lazreg qui veut convaincre ses lecteurs que l'Armée française a systématiquement torturé en Algérie—de même que ses soldats auraient systématiquement violé les femmes dans les hameaux isolés (p. 155), le viol étant considéré comme un « aspect essentiel de la terreur d'Etat » (p. 167), rien de moins !

Pourtant, une approche plus fine aurait pu lui éviter de considérer que le témoignage d'un ancien des services spéciaux (DOP) pouvait valoir pour l'ensemble des militaires : l'Armée est un immense ensemble (bien plus grand que ne le pense l'auteure qui persiste à penser que seuls 500000 hommes ont servi en Algérie quand ils furent plus près de 1,7 million) et une analyse distinguant un service de un à deux mille hommes (les DOP) des autres corps militaires n'aurait pas été inutile. Tous n'ont pas torturé (elle en convient d'ailleurs), et l'important n'est sans doute pas là. L'essentiel est bien de rendre à la torture sa dimension politique d'arme visant à maintenir la domination coloniale française en Algérie. Point n'était besoin pour démontrer cette nature de rendre le propos outrancier.

En revanche, il aurait pu être intéressant de réfléchir au lien entre Etat colonial et état de guerre. Qualifier ce dernier « d'état d'anomie » (p. 186), n'est-ce pas se priver d'un moyen pour réfléchir, précisément, sur la nature de la guerre en cours et notamment sur sa dimension coloniale ? Sur ce point, l'auteure ne propose que rapidement une piste intéressante étayant la thèse de la nature politique de la torture et de son lien avec la relation coloniale. Selon Marnia Lazreg, en effet, il importe de replacer au centre de la torture sa dimension sexuée (ce qu'elle appelle « sexy-ing torture »). La torture s'exerçant de manière privilégiée sur les organes sexuels, l'auteure y voit une attestation supplémentaire qu'il s'agit d'une démonstration de puissance, la relation au corps du colonisé étant inscrite sous le signe de la domination, dont l'un des registres essentiels est la domination sexuelle.

Pourtant, au-delà de quelques suggestions stimulantes, le ton général du travail et son manque de rigueur n'en font pas un livre accessible aux non spécialistes. Il colporte en particulier quelques erreurs et plusieurs jugements de valeur non étayés. Il attaque particulièrement certains historiens français dont on comprend qu'il leur est d'abord et avant tout reproché d'être français, une identité réduite par l'auteure à celle de membre « de l'ancienne puissance coloniale ». Marnia Lazreg entend-elle écrire le côté algérien de cette histoire commune ? Se prend-elle pour l'avocate de victimes algériennes malmenées par une historiographie caricaturée en quelques lignes assassines comme peu sensible à la douleur des Algériens ou encore suspecte d'un complexe de supériorité ? Une telle posture, quoique peu scientifique, pourrait se justifier si elle s'appuyait sur des sources particulièrement renouvelées. Mais on cherche en vain les apports en ce domaine dans un livre qui, par ailleurs, paraît ignorer plusieurs ouvrages sur des sujets dont elle traite pourtant (ainsi de l'aumônerie militaire ou encore du FLN).

Rabattant trop souvent la période de conquête, initiée en 1830, sur la guerre de décolonisation qui mit fin à une présence française plus que centenaire en Algérie, l'auteure veut suggérer des continuités : ce faisant, elle fait aussi l'économie du système colonial tel qu'il fonctionna en temps de paix, lorsque l'ordre colonial n'était pas perturbé par la violence guerrière. Français et Algériens se retrouvent ainsi essentialisés ; les principes nationaux sont rabattus sur de l'éternellement-là et le poids de la période coloniale dans la coloration de la relation entre Français et Algériens, y compris pour qui veut comprendre la pratique de la torture, totalement sous-estimée. Une tension non résolue existe dans le livre entre la notion d'Etat colonial, présent depuis 1830, et ce que le contexte de la guerre a rendu possible à partir de 1954 et dont l'auteure reprend l'idée qu'il s'est caractérisé par une militarisation du pouvoir politique et un abandon progressif de pouvoirs importants, notamment judiciaires et administratifs, à l'armée.

Plus globalement, l'auteure semble assez fâchée avec la chronologie : si on peut trouver ici et là une mention de date, et tenter de saisir la durée de la guerre elle-même (de 1954 à 1962), le livre renvoie plutôt la guerre à un seul et même ensemble. Or les évolutions sont grandes pendant cette période (il n'est qu'à évoquer le changement de régime et l'instauration de la V^e République) et, pour ce qui concerne le sujet du livre, également importantes. Mais l'auteure a centré son analyse sur la guerre contre-révolutionnaire que les Français disent effectivement mener en Algérie. Cette doctrine, élaborée dans un contexte bien précis et par quelques individus, s'est imposée peu à peu au sommet de l'armée d'Algérie. Elle domine l'analyse de la guerre en particulier lors de la « bataille d'Alger » qui constitue un des points de référence de l'auteure (qui utilise régulièrement le film de Gillo Pontecorvo comme s'il s'agissait d'un documentaire contemporain des faits). Or, ce moment d'acmé de la violence française n'est pas restitué dans sa spécificité. Bien plus, la partie est prise pour le tout ; l'ensemble de l'armée en Algérie pendant huit années de guerre est identifiée à ces mois sanglants de l'année 1957 voire au maximum aux deux années qui suivirent où la théorie de la guerre contre-révolutionnaire eut encore le vent en poupe—le fait que le titre de l'ouvrage mentionne « Alger » et non l'Algérie apparaît ici révélateur. L'analyse du passage de la doctrine à la pratique n'est par ailleurs pas faite ; les conversations au mess qu'évoque l'auteure étant des preuves un peu légères.

Si le poids de la doctrine militaire est essentiel pendant la guerre d'Algérie, il serait aussi intéressant

d'en restituer le champ concurrentiel : pourquoi, à un certain moment, une doctrine s'impose-t-elle ? Sur quoi repose-t-elle ? Pourquoi, sur le terrain, trouve-t-elle des échos mais aussi des résistances ? Comment le pouvoir politique s'en saisit-il ?

De ces nuances, qui sont aussi à rattacher à une chronologie, à peine quelques allusions dans le livre, qu'un lecteur peu connaisseur peinera sans doute à rattacher à une chronologie plus large, où la guerre est d'abord perçue comme un simple désordre à mater pour ensuite devenir un problème national face à une insurrection qui gagne du terrain et impose de réfléchir aux nécessaires mutations de l'Algérie française. Les dernières années de la guerre (1960-1962), quant à elles, sont marquées par une évolution politique vers l'indépendance de l'Algérie et un changement de la relation du pouvoir politique à la pratique de la torture—ce que l'auteure semble ignorer.

De même on peut regretter que l'ensemble du territoire algérien soit décrit comme un tout sur lequel s'abat indistinctement la répression française. Or, rien n'est moins vrai. Prendre, en particulier, des exemples issus de la situation en Kabylie, qui fut une région extrêmement marquée par la guerre et une très féroce répression, comme illustrant l'ensemble de la situation en Algérie frise la malhonnêteté intellectuelle. L'auteure semble aussi ignorer que l'organisation du FLN contre qui se battaient les forces de l'ordre françaises n'était pas aussi forte partout et, surtout, pas exempte de problèmes internes importants. Ce ne sont d'ailleurs pas ces maquisards de l'intérieur qui prirent le pouvoir en 1962 comme elle le suggère pourtant (p. 256).

Loin de cet affinement du regard, c'est une comparaison grossière qui court tout au long du livre entre la politique de la France en Algérie (depuis 1830 ou entre 1954 et 1962 ?) et celle de l'Allemagne nazie. Quel sens peut-on donner à cette suggestion répétée ? Que la France républicaine et coloniale était un Etat autoritaire et raciste ? Que la différence entre démocratie et dictature n'est rien au regard des corps torturés ? Difficile de trancher mais la suggestion est bien là, aussi facile qu'une pente à prendre, aussi inutile qu'un ornement rhétorique pour faire avancer la compréhension. En revanche, sa portée polémique est grande et sa dimension idéologique n'est pas négligeable alors que le président de la République algérienne lui-même n'hésite pas à suggérer la comparaison en parlant de « génocide identitaire » commis par la France en Algérie ou encore de « violence génocidaire » (printemps 2006).

Sur ce point, comme ailleurs, l'auteure est beaucoup plus affirmative que démonstrative. Les postulats sont énoncés et illustrés ; les références citées sont trop souvent peu nombreuses alors que Marnia Lazreg généralise le propos : ainsi des nombreux journaux intimes de militaires qui décriraient des soldats pourchassant systématiquement les femmes lors des fouilles de village ou encore d'un seul témoignage utilisé pour démontrer qu'il « n'était pas rare que de jeunes garçons soient kidnappés » par les soldats français pour devenir harkis, en passant par le rire des soldats comme trait récurrent des tortures (aucune source) ! Trois chapitres fonctionnent quasiment exclusivement de cette manière. Le chapitre sur les intellectuels est le moins choquant : il ne retient que Fanon, Sartre et Camus, en alternant une lecture de leurs textes tantôt comme ceux d'acteurs de l'histoire qu'elle étudie tantôt comme ceux intellectuels réfléchissant sur la violence. En revanche deux chapitres vont très loin dans la généralisation abusive : celui sur le christianisme et celui sur les modèles de pacification.

Dans ce dernier, seuls des cas extrêmes et radicaux sont retenus. L'auteure peut ainsi dépeindre une réalité effrayante à partir de quelques situations dont elle est incapable de nous expliquer de quoi elles sont représentatives. De même le chapitre consacré au rôle du christianisme dans la justification de la pratique de la torture repose sur le postulat d'une guerre « saturée de religion », les Français étant pétris de christianisme (alors qu'on déplore à cette époque leur déchristianisation) et surtout guidés par une politique trempée aux sources chrétiennes, si ce n'est faite au nom de Dieu !

Pour finir, l'ensemble du livre est dominé par l'approximation, tant dans l'établissement des preuves que dans le déroulement du raisonnement. Comment, dans ces conditions y adhérer, en tout cas, intellectuellement ? Il est, en particulier, sidérant que la torture y soit, encore à la fin, rabattue sur la

recherche du renseignement alors que l'axe majeur de l'ouvrage est pourtant d'en affirmer la dimension essentiellement politique, au moins en Algérie hier et en Iraq aujourd'hui.

Raphaëlle Branche
Université de Paris-I, Sorbonne
raphaelle.branche@univ-paris1.fr

Copyright © 2008 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172